



Versement 1597 W 1-30

Identification :

Intitulé/ Analyse : Ressources humaines. Contrôle de légalité. Travaux

Dates extrêmes : 1941-2002

Importance matérielle : 3 mètres linéaires

Contexte :

Service producteur : Sous-préfecture de Bar-sur-Aube

Service versant : Sous-préfecture de Bar-sur-Aube

N° d'entrée du versement : 55774

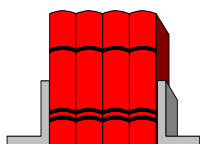
Date d'entrée du versement : 12 février 2008

Conditions d'accès aux documents :

Début communicabilité : Immédiat

Contrôle de la description :

Date de rédaction de l'inventaire : 30 décembre 2013



Présentation

Ce versement de la sous-préfecture de Bar-sur-Aube concerne le contrôle de légalité des actes produits par les communes de l'arrondissement, à savoir Bar-sur-Aube et un échantillonnage de 13 autres, entre 1941 et 2002.

Aucun tri ni élimination d'a été pratiqué dans ce versement. Le classement adopté est un classement thématique, puis alphabétique dans l'ordre des communes, reflétant le fonctionnement de la sous-préfecture dans l'instruction et le suivi de ces différents dossiers.

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

2 Z 1-424 : Fonds de la sous-préfecture de Bar-sur-Aube (1801-1950)

1 Y à 51 Y, 140 Y, 148 Y, 154 Y 2 : Maison centrale de Clairvaux (1790-1940)

1021 W 1-97 : Administration de l'arrondissement de Bar/Aube pendant la Seconde Guerre mondiale (1922-1956)

1170 W 1-556 : Administration préfectorale de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (1840-1990)

1175 W 1-497 : Documents budgétaires et administratifs des communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (1941-1970)

1176 W 1-108 : Documents budgétaires des communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (1971-1992)

1190 W 1-55 : Fonctionnement administratif, gestion financière et actions du SIVOM de Bar-sur-Aube (1963-1993)

1276 W 1-428 : Documents budgétaires des communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (1866-1992)

1316 W 1-52 : Permis de conduire, suspension (1989)

1593 W 1-23 : Elections municipales, demandes de renseignements (1943-2002)

1596 W 1-94 : Logement, affaires forestières, Maison centrale de Clairvaux (1941-1993)



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), certains documents sont communicables immédiatement.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-30	Contrôle de légalité	1941-2002
13-27	Bar-sur-Aube	1941-2002
28-30	Bayel	1956-2001

FONDS DE LA SOUS-PREFECTURE DE BAR-SUR-AUBE

1597 W 1 - 30		Contrôle de légalité	1941 - 2002
1597 W 1	Ailleville		1971 - 1994
1597 W 2	Amance		1966 - 1997
1597 W 3	Arconville		1971 - 2000
1597 W 4	Argançon		1964 - 1997
1597 W 5	Arrembécourt		1971 - 1996
1597 W 6	Arrentières		1963 - 1997
1597 W 7	Arsonval		1953 - 1994
1597 W 8	Aulnay		1960 - 1996
1597 W 9	Bailly-le-Franc		1973 - 1997
1597 W 10	Balignicourt		1972 - 1997
1597 W 11	Balignicourt		1971 - 1999
1597 W 12	Baroville		1969 - 1999
1597 W 13 - 27		Bar-sur-Aube	1941 - 2002
1597 W 13	Municipalité. ~ Démissions d'adjoints et conseillers municipaux (1971-2000) ; articles de presse sur les réunions du conseil municipal (1978-2000) ; journal du conseil municipal (1984-1986) ; lettres d'observation, courriers divers (1960-1991) ; arrêtés sous-préfectoraux (établissement de servitudes pour l'aménagement des réseaux électriques, DUP acquisition de terrains) (1950-1993)		1950 - 2000
1597 W 14 - 18		Personnel	1941 - 1997
1597 W 14	Personnel		1941 - 1984
1597 W 15 - 18		Dossiers individuels	
1597 W 15	Lettres de A à C.		[1941] - [1982]
1597 W 16	Lettres de D à G.		

		[1941] - [1982]
1597 W 17	Lettres de H à N.	[1966] - [1997]
1597 W 18	Lettres de P à Z.	[1941] - [1995]
1597 W 19	Dossiers et affaires diverses	1947 - 1988
1597 W 20	Dossiers et affaires diverses	1969 - 1986
1597 W 21	Service eau et assainissement	1968 - 1983
1597 W 22 - 23	Urbanisme	1958 - 1992
1597 W 22	Lotissement Les Champignolles, approbation (1965-1972) ; lotissement privé Pierre Jacquemin, approbation (1971) ; réserve foncière de la Croix Rouge (1972-1974) , ZAC de Mathaux, acquisition des terrains (1972-1975) ; lotissement de la Croisette (acquisition des terrains, enquêtes d'utilité publique, approbation du lotissement et modification, divers) (1971-1980) ; extension de la station d'épuration (1970-1973).	1965 - 1980
1597 W 23	Lotissement privé rue Louis Desprez, approbation (1980) ; lotissement la Fontaine Hanrion', approbation (1980-1982) ; rénovation du quartier du Corps de Garde (acquisition des terrains, courriers divers) (1958-1987) ; ZAD Nord, lotissement des Racelines, acquisition des terrains, approbation, participation des constructeurs au dépenses d'équipement (1981-1982) ; correspondance diverse (1971-1990) ; construction d'un magasin et de douze logements avenue du Parc pour l'OPHLM (1972).	1958 - 1992
1597 W 24 - 27	Travaux	1970 - 2002
1597 W 24	Renforcement de l'alimentation en eau potable et création d'un nouveau captage, enquête d'utilité publique, correspondance diverses.	1970 - 1974
1597 W 25	Construction d'un centre de secours : acquisition des terrains, observations sur la rémunération du maître d'œuvre, construction de logements pour les sapeurs pompiers (1975-1982) ; travaux de voirie, programme 1997 (rue Beugnot, rue du Prieuré), recours gracieux (1995-1997) ; construction d'un court de tennis couvert, observations (1988).	1975 - 1997
1597 W 26	Construction d'u musée bibliothèque, marchés (lettres d'observation sur le marché de maîtrise d'œuvre et sur les avenants au marché de travaux (1986-1989) ; mise au normes du terrain de camping, marché de travaux, recours gracieux (1998).	1986 - 1989
1597 W 27	Mise aux normes du marché couvert, marché de travaux, recours gracieux.	

2000 - 2002

1597 W 28 - 30

Bayel

1956 - 2001

1597 W 28 Municipalité. ~ Démissions des maires, adjoints et conseillers municipaux, élections municipales partielles (1971-1977) ; courriers divers (1971-1995).

1971 - 1997

1597 W 29 Personnel : dossiers individuels des agents (1956-1997), correspondance (1969-1995) ; arrêtés sous-préfectoraux : DUP acquisition de terrains, édification d'une stèle commémorative, autorisation d'enclos piscicoles sur une dérivation de l'Aube, établissement de servitudes, construction d'une ligne MT Bayel/Clairvaux (1969-1990) ; lettres d'observations (1973-1999) ; suppression du passage à niveau (1971-1973) ; Service eau et assainissement, redevance et correspondance (1973-1978) ; travaux de voirie lieu dit les Quartiers, litige avec les cristalleries (1977-1980) ; forêt domaniale de Clairvaux, régularisations cadastrales (1983-1984) ; désaffectation d'une salle de classe à l'école F. Valéry (1984) ; lotissement communal lieu dit Roise, approbation (1972) ; lotissement communal lieu dit les Queurrées, approbation et modification (1976-1979) ; lotissement communal lieu dit les Grands raies, approbation (1985).

1956 - 1997

1597 W 30 Marché de travaux ayant fait l'objet de recours gracieux : construction de vestiaires au stade municipal

1999 - 2001